Cacr
FRC
4342

INSTRUCTION

DRESSÉE PAR ORDRE

DE NOTRE TRÈS-SAINT PERE

LE PAPE PIE VI,

Sur quelques queſtions propoſées par les Evêques de France.

LES Evêques de France, fideles aux louables coutumes de leurs prédéceſſeurs, ont déféré au ſiege apoſtolique, des queſtions de la plus grande importance. Ils ont expoſé les doutes & les incertitudes pénibles qu'ils éprouvent ſur la conduite qu'ils doivent tenir relativement aux Baptêmes, Mariages & Sépultures des fideles, parce qu'ils ont lieu de préſumer que, ſi ces fonctions ne ſont pas exercées par les curés Intrus ou par leur autorité, les fideles ſeront pourſuivis par l'Aſſemblée nationale, qui ne reconnoît & ne ſoutient que les curés Intrus.

C'eſt pourquoi Sa Sainteté, dans une congrégation choiſie de Cardinaux, tenue en ſa préſence, le 18 Août 1791, a voulu que ces queſtions fuſſent examinées avec le plus grand ſoin; & après avoir entendu les avis de chacun des Cardinaux, elle a donné ordre de dreſſer l'inſtruction ſuivante, afin de preſcrire, ſur l'expoſé des queſtions telles qu'elles ont été propoſées par les évêques, les regles que les fideles & les paſteurs auroient à ſuivre pour les baptêmes, mariages, funérailles & ſépultures.

La premiere queſtion eſt celle de l'adminiſtation du baptême, & la difficulté conſiſte en ce que les fideles qui ſeroient baptiſés par les curés légitimes, ſans aucun recours aux intrus, n'auroient plus de moyen pour conſtater leur naiſſance dans le for civil.

Mais comme la même difficulté ſe préſente dans les autres queſtions ſur les mariages & les ſépultures, on a conſidéré d'abord, avec une extrême attention, les décrets de l'Aſſemblée nationale. On a obſervé qu'ils ne contiennent point une déclaration expreſſe que les fideles qui s'adreſſeroient à tout autre que le curé intrus pour le baptême, mariage & ſépulture, doivent reſter privés de tous les effets civils.

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

Quand même la privation en seroit expressément prononcée par les décrets, il ne s'ensuivroit pas qu'on pût laisser aux catholiques la faculté de recourir aux curés intrus pour recevoir le baptême, & c'est pourquoi Sa Sainteté a déclaré *qu'il n'est pas permis de recevoir le baptême des curés intrus, excepté dans le cas d'une absolue nécessité, & s'il ne se trouve personne qui puisse baptiser; mais que le baptême doit être conféré par les Curés légitimes ou autres, avec leur permission & leur autorité.*

Car, puisque le curé intrus est certainement schismatique, & que son schisme est évident & constaté, il s'ensuit que l'action d'un catholique qui s'adresse à l'intrus pour l'administration du baptême, sous quelque rapport qu'on l'envisage, est manifestement vicieuse, mauvaise & défendue, ce seroit communiquer avec les schismatiques dans les choses divines, & dans le crime même du schisme, ce qui est assurément mal de sa nature, & conséquemment proscrit par la loi naturelle comme par la loi divine; car, qu'est-ce que le crime du schisme, commis par les curés intrus, si ce n'est d'usurper le ministere pastoral, au gré de son ambition, sans aucune autorisation, & même au mépris de l'autorité de son évêque, qu'il méconnoît & qu'il rejette?

Et qu'eſt-ce que l'action d'un catholique qui reçoit le baptême de l'intrus ? Si ce n'eſt de commettre & de partager avec lui le crime même du ſchiſme, puiſque l'un, en adminiſtrant le baptême, & l'autre en le recevant, conſomme un crime prémédité, qu'aucun des deux ne pourroit exécuter ſans le concours de l'autre.

Et quand un catholique coopere au ſchiſme par ſa conduite, il n'eſt pas douteux qu'il n'approuve par-là même, & par ſon propre fait, le crime du ſchiſme, & qu'il ne reconnoiſſe & ne traite l'intrus comme le curé légitime. Aſſurément, ſi les catholiques pouvoient croire qu'une telle conduite leur fût permiſe, rien ne pourroit plus retenir les fideles dans la bonne voie, rien ne rappelleroit les errans à leurs devoirs, on donneroit des alimens au ſchiſme toujours prêt à s'étendre, au lieu de lui donner des obſtacles, & il ne reſteroit preſque plus d'eſpoir de conſerver la religion dans le royaume de france.

C'eſt par ces réflexions juſtement approfondies, que Sa Sainteté, dans ces lettres apoſtoliques, en date du 13 Avril de la préſente année, a donné la regle à tous les catholiques de france. *Fuyez tous les uſurpateurs, ſoit qu'ils s'appellent Archevêques, Evêques, ou Curés, en ſorte qu'ils ne vous*

reſte rien de commun avec eux, ſur-tout dans les choſes ſaintes.

Il ſuffit de ſe rappeller ces réflexions pour comprendre qu'il n'eſt pas permis aux catholiques de recevoir le baptême d'un intrus, quand même ils ſeroient réduits par le défaut de preuves légales à perdre les droits de leur naiſſance, ou même à ſouffrir de plus grands maux ; c'eſt ſur-tout au caractere de cë ſchiſme qu'on peut appliquer cette ſentence précieuſe de Saint Denis d'Alexandrie, adreſſée au ſchiſmatique Novat, & rapportée par Euſebe (Hiſt. Eccl., Lib. 8 Chap. 37.) ; *il vaut mieux ſouffrir toutes les adverſités que de rompre l'unité de l'Egliſe de Dieu, & ce martyre auquel on ſe dévoue plutôt que de déchirer le ſein de l'Egliſe par la diſcorde, n'a pas moins de mérite, ou même en a davantage, ſelon mon jugement, que le martyre de ceux qui n'ont point ſacrifié aux idoles.*

Ces principes poſés, il n'étoit pas difficile de preſcrire au moment même & d'un ſeul mot, la conduite à tenir par rapport au mariage ; car, quoiqu'il ſe préſente la même difficulté, quoique les mariages des fideles mariés par leurs curés légitimes ſans aucun recours à l'intrus, puiſſent être privés de tous les effets civils, les mêmes raiſons ci-deſſus expliquées, quand il s'agiſſoit du baptême, con-

ſervent ici toute leur force, & ne permettent pas que les fideles s'uniſſent en mariage par-devant le curé intrus.

Mais comme les Evêques conſultans ont expoſé un ou deux moyens de donner les effets civils aux mariages des fideles, il eſt néceſſaire d'y faire une attention particuliere. Tels ſont ces moyens ; qu'un catholique demande à l'intrus la permiſſion de célébrer ſon mariage, devant un prêtre de ſon propre choix, ou qu'il déclare le mariage par lui contracté, à l'intrus ou au magiſtrat civil.

Les mêmes conſultans oppoſent à ces moyens, pluſieurs & très-graves difficultés. Il eſt incertain, diſent-ils, que l'intrus ou le magiſtrat civil, permettent au catholique d'y avoir recours, & il eſt même incertain, ſi l'un ou l'autre moyen peut aſſurer les effets civils aux mariages des fideles. Mais ſans avoir égard à ces difficultés, les plus graves ſont, comme le diſent les évêques conſultans, celles qui touchent la religion, & ce ſont celles qui doivent fixer l'attention. Car lorſqu'un catholique déclare au curé intrus le mariage qu'il a contracté, ou lors même qu'aprés en avoir obtenu de lui, la permiſſion, il célebre ſon mariage en préſence d'un prêtre catholique, on peut croire que les fideles approuvent l'intrus comme le légitime paſteur, ce

qu'on ne fauroit trop éviter. D'un autre côté, ſi un catholique déclare le mariage par lui contracté, au magiſtrat civil, il ſemble abjurer ſa foi & ſe ranger parmi les hétérodoxes, pour jouir de leurs privileges; car c'eſt aux non-catholiques ſeulement, qu'il appartient en vertu de l'édit du mois de Novembre 1787, de déclarer leurs mariages au magiſtrat, pour aſſurer les effets civils.

C'eſt pour donner une regle de conduite qui réponde à toutes ces difficultés, par rapport à la célébration du mariage, que ſa ſainteté preſcrit pluſieurs regles à ſuivre, ſoit pour aſſurer la validité des mariages catholiques, ſoit pour prévenir toute contagion du ſchiſme, ſoit pour éviter toute note ou profeſſion d'héréſie. Il faut donc que les fideles en France s'uniſſent en Mariage pardevant leur Curé légitime, ou tout autre prêtre, par ſa permiſſion ou celle de l'Ordinaire; car le mariage autrement célébré n'auroit aucune force, en vertu du décret ſolemnel du concile de trente, ſur les mariages clandeſtins, promulgué depuis long-temps, & conſtamment obſervé dans toutes les paroiſſes du royaume. Puiſque l'Intrus n'eſt nullement curé légitime, & n'a nul titre, ni réel, ni coloré, les mariages contractés pardevant lui ſont ſans valeur, & c'eſt pourquoi les fideles doivent s'abſtenir d'a-

voir recours à l'intrus, au préjudice du curé légitime.

Les fideles doivent s'abſtenir auſſi, quand ils ont été conjoints en mariage pardevant le légitime curé, de comparoître pardevant l'intrus, pour renouveller leur mariage, dans un rit quelconque, religieux & ſacré, ou pour lui demander la permiſſion de s'unir par le ſacrement, & de célébrer la cérémonie ſainte en préſence d'un autre prêtre. Tous ces moyens leur ſont interdits par les mêmes raiſons déja mentionnées par rapport au baptême.

Il eſt également défendu aux fideles de faire la déclaration d'un mariage déja contracté devant le magiſtrat civil, s'ils pouvoient être forcés à faire une autre déclaration qui ſeroit bien criminelle, celle qu'ils ne ſont pas catholiques ; ce que les évêques conſultans diſent qu'on auroit lieu de craindre, quand ils parlent du baptême.

Il ne doit pas même être permis aux fideles de faire, pardevant le magiſtrat civil, la déclaration de la célébration de leur mariage, ſi les catholiques doivent paſſer par-là même pour non-catholiques, ſoit parce que les paroles de l'édit ne concernent expreſſément que les Hétérodoxes, ſoit parce que l'opinion publique répute pour Hétérodoxes tous

ceux qui déclarent leurs mariages au magiſtrat civil.

Enfin ſa ſainteté a recommandé aux Evêques les regles preſcires par Benoit XIV, dans ſa conſtitution *inter omni-genas*, du 12 Février 1744, paragraphe 9 & 10 du bullaire du même pontife, tom. I, numéro 89, & dans ſes lettres en date du 17 ſeptembre 1746, adreſſées au pere Simon de S. Joſeph, carme déchauſſé, miſſionnaire en Hollande, imprimées dans le ſupplément du tom. III du bullaire du même pontife, n°. 3, & rapportées dans ſon ouvrage ſur les ſynodes diocéſains, livre 6, chap. 7, n°. 3. ſa ſainteté recommande également le regles données par Paul V, aux catholiques anglais, dans ſes lettres en forme de bref, en date du 10 des calendes d'octobre de l'année 1606, & du 10 des calendes de ſeptembre de l'année 1607.

On a traité en troiſieme lieu des funérailles & ſépultures, pour leſquelles il ſemble qu'il y ait quelque néceſſité de recourir à l'Intrus, & peut-être de communiquer avec lui dans les choſes ſaintes. C'eſt un délit ſi grave d'inhumer en ſecret les corps des décédés, que tous ceux qui y participent ſont punis par des peines ſéveres. Il eſt par là même indiſpenſable de déclarer la mort ; & l'on obſerve

que la déclaration une fois faite, on ne peut plus empêcher l'intrus d'enlever le corps & de faire les funérailles.

Sa fainteté a donc preſcrit la regle que doivent ſuivre à l'avenir les fideles, & ſur-tout les paſteurs, c'eſt à ſavoir que les obſeques des défunts ſoient célébrées par les légitimes paſteurs, ſelon le rit de l'égliſe, dans l'intérieur des maiſons, ſi l'état d'oppreſſion où ſe trouvent les catholiques, ne leur permet pas de faire autrement, & ces derniers devoirs remplis, qu'on laiſſe les paſteurs intrus emporter les corps pour les inhumer dans l'égliſe, enſorte cependant que les fideles catholiques n'accompagnent point le convoi, ne récitent point les ſaintes prieres, & ne concourent point aux cérémonies de l'égliſe avec les intrus.

Après avoir terminé l'examen de ces queſtions, ſa fainteté a voulu prendre en conſidération, comme il étoit juſte, les raiſons qui portent les mêmes évêques à demander qu'il leur ſoit accordé, par le ſiege apoſtolique, de plus amples pouvoirs que ceux qui ſont d'uſage, tels que peuvent l'exiger les difficultés des temps. Munis de plus amples pouvoirs pour les diſpenſes, ils ont l'eſpoir de détourner plus aiſément les fideles de tout recours aux évêques intrus, qui, pour favoriſer le ſchiſme &

ſéduire les catholiques, s'accoutument à ne garder aucune meſure dans la conceſſion des diſpenſes.

Sa ſainteté a reconnu quelle étoit la juſtice de la demande des évêques ; car, comme le dit ſaint Léon le grand, dans ſa lettre à Ruſtique de Narbonne. » *S'il eſt des principes qui ne fléchiſſent ja-* » *mais, tels par exemple que ceux qui défendent* » *la communication avec les intrus, dans tous* » *les points indiqués ci-deſſus, il eſt des loix dont* » *la néceſſité des circonſtances autoriſe à tem-* » *pérer la rigueur, & telles ſont pluſieurs regles* » *eccéſiaſtiques dont on demande la faculté de* » *diſpenſer* ».

Ainſi, Sa ſainteté a déclaré qu'elle accorderoit volontiers à chaque évêque qui en feroit la demande, après un mûr examen de ſa ſupplique particuliere, de plus amples pouvoirs qu'elle n'a coutume d'en donner aux évêques de France.

A Rome, dans le Palais Quirinal, ce jour 26 Septembre 1791.

† J. Cardinal DE ZÉLADA.

BENOIT XIV, PAPE.

A SIMON DE SAINT-JOSEPH, *de l'Ordre des Carmes Déchauſſés*,

CHER FILS, SALUT ET BÉNÉDICTION APOSTOLIQUE.

VOS lettres nous ont été remiſes par notre cher fils & premier miniſtre, le cardinal Silvius Valentin. Vous nous expoſez le ſujet d'une diſcuſſion vraiment importante, qui s'eſt élevée parmi vous & que vous ſoumettez à notre jugement. Nous devons toutes ſortes d'éloges à cette juſte déférence qui vous fait recourir au Saint Siege Apoſtolique pour le conſulter, pour demander la déciſion, & pour vous y conformer d'un vœu unanime. Si, lorſqu'il s'éleve de ſemblables difficultés, chacun recherchoit & ſuivoit ſes déciſions avec la même docilité, on ne verroit pas renaître chaque jour une ſi grande variété d'opinions parmi les ouvriers évangéliques, & nous n'aurions pas la douleur de voir l'attention

du peuple chrétien, distraite & partagée par des explications contraires de la même doctrine ; & de voir rompre cet heureux accord des esprits & des cœurs, que Jesus-Christ a voulu rendre tellement inhérent à son église, qu'il en a fait à jamais le caractere distinctif de tous ses vrais disciples.

Vous nous exposez donc qu'il arrive souvent que les catholiques qui veulent contracter des mariages, se présentent au magistrat civil, ou au ministre hérétique, devant lesquels les lois du pays les obligent à comparoître ; & qu'après avoir affirmé le consentement mutuel de leur mariage, ils négligent ensuite, ou différent pendant long-tems de le renouveller devant leur pasteur légitime, assisté de deux témoins, selon le décret du concile de trente ; & que cependant ils vivent dans cet intervalle comme mari & femme. Et vous demandez ce qu'il faut penser de ce consentement mutuel donné devant le magistrat civil ou le ministre hérétique ; ce consentement suffit-il pour rendre le mariage valide, du moins à raison du contrat, quoique ce contrat, comme aucun de vous ne le conteste, ne s'éleve point à la dignité du sacrement ? l'un de vous l'affirme, & l'autre le nie. S'il en étoit ainsi, que le pense le premier, l'union conjugale des deux époux seroit exempte de toute tache, avant même que

d'être renouvellée devant le curé catholique, & les enfans qui en naîtroient seroient certainement légitimes.

Mais afin de pouvoir répondre en peu de mots, & d'une maniere claire & précise à votre demande, & de terminer toutes les difficultés par notre décision, il faut poser ce principe : « Par-tout » où a été promulgué & reçu le décret du con» cile de trente, L. I. par. 24, de la réforme du » mariage, un mariage est nul & sans valeur, » sous tous les rapports, s'il n'est point célébré » en présence du pasteur légitime de l'une ou l'au» tre des deux parties contractantes, ou tout au» tre prêtre rempliſſant en son nom, les mêmes » fonctions, & de deux témoins.

Il est, nous le savons, des théologiens, qui, dans le mariage des fidéles, distinguent tellement le contrat du sacrement, qu'ils pensent que ce contrat, dans quelques circonstances, a toute sa validité, quoiqu'il ne s'éleve pas à la dignité du sacrement.

Mais quoiqu'il en soit de cette opinion que nous ne discutions pas dans ce moment, il est certain que cette question, quand à l'ojet dont il s'agit, ne peut avoir aucune application à ceux qui sont soumis au décret du concile de trente. Car le con-

cile de trente prononce clairement la nullité non-seulement du sacrement, mais du contrat de ceux qui osent contracter un mariage contre les formes qu'il a prescrites ; & pour en rapporter les propres termes, il rend les personnes entieremeut inhabiles à contracter ainsi, & déclare que de semblables contrats sont nuls & sans valeur.

Or comme, de votre commun aveu, le concile de trente a été promulgué & reçu parmi les catholiques domiciliés dans ces provinces, il est évident que le mariage qu'ils ont commencé à contracter devant le magistrat civil ou le ministre hérétique, & qu'ils n'ont pas contracté devant leur légitime pasteur, en présence de deux témoins, ne peut être réputé valide en aucune maniere, ni comme sacrement, ni comme contrat. Les raisons que nous avons eues de valider les mariages contractés dans ces provinces, ou par les Hérétiques entr'eux, ou par un catholique avec un Hérétique, sans avoir égard aux formes du concile de trente, ces raisons, dis-je, ne sauroient s'appliquer à des catholiques qui contractent entr'eux, puisqu'ils se reconnoissent soumis aux décrets du concile, & qu'ils font profession de reconnoître son autorité.

Que les catholiques confiés à vos soins, sachent donc que lorsqu'ils se présentent pour contracter

un mariage devant le magiſtrat civil ou le miniſtre hérétique, ils exercent un acte purement civil par lequel ils témoignent leur obéiſſance aux loix & aux ordonnances de leurs ſouverains; mais qu'alors même ils ne contractent aucun légitime mariage, s'il n'eſt pas célébré devant leurs paſteurs catholiques & deux témoins: & qu'ils ne ſeront vrais & légitimes époux, ni au yeux de dieu, ni à ceux de l'égliſe, & que s'ils vivent dans cet état comme mari & femme, ils ſe rendent coupables d'un très-grand crime. Qu'ils ſachent encore que les enfans qui n'aîtroient d'une telle union ſeroient illégitimes devant dieu, comme étant d'une femme illégitime, & perpétuellement frappés d'illégitimité devant les juges eccléſiaſtiques, ſi les époux ne renouvellent pas leur mariage ſelon les regles de l'égliſe.

Nous laiſſons à préſent à votre ſollicitude de ſaiſir les occaſions, & de donner aux catholiques des explications plus détaillées avec la réſerve & la circonſpection que les circonſtances pourroient exiger, & de les avertir en même tems, que s'ils ſont obligés de ſe ſoumetre aux uſages de leur pays, & aux loix de leur ſouverain, ils doivent le faire, mais leur relegion toujours ſauve, & en reſtant toujours fideles aux très-ſaintes lois de l'égliſe,

gliſe, auxquelles ſont ſoumis les mariages des fideles.

EXTRAIT DE LA BULLE DE BENOIT XIV, *ſur pluſieurs points de diſcipline, pour régler la conduite des habitans de la Servie & des contrées voiſines.*

Paragraphe 9 de cette bulle, qui eſt la 89 du tome 1. du bullaire de ce Pape.

C'EST avec une douleur profonde que nous avons appris que les décrets du concile de trente, ſur le ſacrement du mariage, n'étoient point obſervés par quelques catholiques dans ces mêmes contrées, dans leſquelles il eſt prouvé par le témoignage même du concile d'Albani, qu'ils ont été bien & duement publiés depuis long-tems. Nous déclarons donc également, ſoumis auxdits décrets, tous les fideles de ces contrées; & en conſéquence nous regardons comme nuls & ſans aucune valeur, les prétendus mariages qui ſont contractés pardevant le juge des turcs appellé *cadi*, ou même ſans lui, par les ſeuls époux, & non ſelon la

regle du concile de trente. C'eſt pourquoi nous ordonnons, que ceux qui ont ainſi contracté des mariages nuls & clandeſtins, & qui continuent de cohabiter enſemble, ſoient éloignés de la participation des ſacremens, comme des concubinaires publics, à moins qu'ils n'ayent fait pénitence du paſſé, & qu'ils ne s'uniſſent en légitime mariage en face de l'égliſe.

Parag. 10. Nous ne pouvons pas permetre que les mariages des fideles, contractés ſelon les formes preſcrites, ſoient renouvellés par procureur devant le *cadi* ſelon le rit turc, ſous prétexte de mettre la femme à l'abri de l'enlevement des turcs, ſi ce n'eſt toute-fois que le rit mahométan ſoit purement civil, & ne renferme aucune invocation de Mahomet, ni aucun autre genre de ſuperſtition. Car encore que les conjoints ne ſe préſentent pas en perſonne, mais ſeulement par procureur, ils ne peuvent pas être regardés comme innocens d'un délit commis par leur autorité ou par leur mandat.

Parag. 11. Quant à la proclamation des bans ordonnés par le concile de trente, quoique l'uſage n'en ait pas été maintenu en Servie; néanmoins comme le concile d'Albani ci-deſſus cité en fait un devoir aux curés de ce pays, ſauf les diſpenſes à

demander s'il y a lieu, nous ordonnons de même, hors le cas d'extrême néceſſité, que les regles ſoient obſervées, autant qu'il ſera poſſible.

Parag. 12. Dans le cas où la femme d'un catholique ſe retireroit chez les turcs, & ne craindroit pas de contracter avec eux une criminelle union, il ne lui eſt pas permis de prendre une autre femme à la place de la premiere, parce que le mariage indiſſoluble de droit divin pendant la vie des deux époux, ne peut pas être diſſous par le crime de l'épouſe; & c'eſt pourquoi celui qui ſe remarie en pareil cas, devient adultere.

Extrait des décrets de Paul V.

Nous avons appris qu'on vouloit vous forcer par les menaces les plus graves, de vous rendre dans les temples des hérétiques, de fréquenter leurs aſſemblées, & d'aſſiſter à leur prédications. Nous croyons bien fermement & ſans aucun doute, que ceux qui juſqu'à ce moment ont ſupporté avec tant de conſtance, les plus atroces perſécutions & une infinité de malheurs, pour marcher ſans tache dans la voie des commandemens de dieu, ne s'oublieront jamais au point de ſe ſouiller par la

communion des déserteurs de la loi divine. Néanmoins pressé par le zele que nous inspirent nos devoirs de pasteur, & par la sollicitude paternelle dont nous sommes constamment animés pour le salut de vos ames, nous sommes forcés de vous avertir & de vous conjurer de n'aller sous aucun prétexte dans les temples des hérétiques, ni d'entendre leurs sermons, ni de communiquer avec eux dans les cérémonies, afin que vous n'attiriez point sur vous la colere de dieu. Car vous ne pouvez en agir ainsi, qu'au détriment du culte divin & de votre salut.

INSTRUCTIO

JUSSU SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI

PII PAPÆ VI,

Exarara ſuper quibuſdam quæſtionibus à Galliarum epiſcopis propoſitis.

LAUDABILEM majorum ſuorum conſuetudinem ſequuti antiſtites qui modo gallicanas regunt eccleſias, ad ſedem apoſtolicam detulerunt graviſſimas quæſtiones, pluresque quibus anguntur animi fluctuationes, dubitantes nimirum quid ſibi agendum ſit, cum de fidelium baptiſmo, matrimonio, & ſepulturis agitur, propterea quod, niſi hæc omnia à parochi intruſis, vel eorum auctoritate exerceantur, à conventu nationali qui parochos dumtaxat intruſos agnoſcit & ſuſtinet, fideles vexatum iri proſpiciunt.

Hac igitur quæſtiones SANCTITATIS SUA in ſe lectâ cardinalium congregatione coram ſe habitâ,

die 18 augusti 1791, diligentissimè examinari voluit, atque auditis singulorum cardinalium sententiis, sequentem jussit exarari instructionem, in quâ descriptis quæstionibus ut erant ab episcopis propositæ, præscriberetur ratio, quâ fideles atque parochi uti deberent in baptismo, matrimonio, funeribus, & sepulturis.

Prima quæ proponitur quæstio est de baptismi administratione, cujus quæstionis difficultas inde oritur, quod, si fideles à parochis legitimis, intruso penitus omisso, baptisentur, omnis ratio deficit, quâ eorum natalia in foro civili probentur.

At quoniam hæc eadem difficultas occurrit in aliis quæstionibus quæ sunt de catholicorum matrimonio & funeribus, considerata primùm diligentissimè sunt conventûs nationalis decreta. In illis porrò observatum est, expressam deesse declarationem, quâ fideles, si alium quemvis præter parochum intrusum, adeant baptismatis, matrimonii, vel funeris causâ, civilis juris beneficia debeant amittere.

Verùm & si hujusmodi amissio in illis decretis statueretur expressè, non tamen idcircò posset catholicis facultas dari parochos intrusos ad baptisma recipiendum adeundi. Quapropter SANCTITAS SUA declaravit non licere baptismum recipere à paro-

chis intrusis. Excepto casu extremæ necessitatis, in quo non adesset alius valens baptisare, sed à parochis legitimis, aliisque de eorum concessu aut licentiâ conferri debere.

Cum enim parochus intrusus schismaticus profecto sit, ejusque schisma evidentissimè constet, ex eo fit, ut actio catholici baptismi recipiendi causâ intrusum adeuntis, quacumque ex parte spectetur, viciosa, mala & prohibita esse deprehendatur. Nam id esset in divinis cum schismaticis communicare in ipso schismatis crimine, quod certè naturâ suâ malum est, proindeque lege omni divinâ & naturali vetitum. Quid enim aliud est schismatis crimen ab intruso parocho admissum, quàm ministerii parochialis usurpatio, suo lubitu facta, nullâ sui episcopi auctoritate, imò cum illius contemptu & repudiatione conjuncta? at qui aliud catholicus efficit, ab intruso baptismum accipiens, quàm idem cum illo schismatis crimen admittere, quum alter baptismum administrando, alter recipiendo, neuter absque alterius operâ crimen animo conceptum possit patrare?

Itaque si catholicus hac suâ actione cooperatur in schismate, fieri nequit quin is etiam schismatis crimen ipso suo facto approbet, intrusumque pro legitimo parocho agnoscat & colat. Verè igitur si

catholici id ſibi fas eſſe arbitrarentur, neque boni perſtarent in propoſito, neque ad officia revocarentur errantes, atque ita gliſcenti ſchiſmati, non obice, ſed fomite appoſito, religionis in nobiliſſimo Galliarum regno ſervandæ ſpes ferè nulla reliqua eſſet. Quibus omnibus ritè perpenſis, SANCTITAS SUA in apoſtolicis litteris datis die 13 aprilis vertentis anni, catholicis omnibus qui ſunt in regno Galliarum, ita præcipit. « Invaſores omnes, » ſive archiepiſcopi, ſive epiſcopi, ſive parochi ap» pellentur, ita devitate, ut nihil cum illis ſit vo» bis commune præſertim in divinis ».

Is igitur, qui ſecum animo hæc omnia reputet, facilè intelliget non licere catholicis ab intruſo baptiſmum accipere, quamvis ob legitimæ probationis defectum, ſuorum natalium jure carere, aut gravius quodlibet malum pati cogerentur; nam hujus præſertim ſchiſmatis qualitati maximè convenit aurea S. Dionyſii Alexandrini ſententia, quâ is ſcribens ad novatum ſchiſmaticum, inquit, apud Euſebium, hiſt. eccleſ. lib. 8, cap. 37. *Oportuerat omnia incommoda pati, potiùs quàm eccleſiæ Dei diſcidiſſe concordiam: at illud martyrium, quod quis patitur, ne dirimatur eccleſiæ conſenſio, non minus certè, ſed multo plus, meò quidem judicio, habet commendationis, quàm illud quod ſuſcipitur, ne idolis omninò immoletur.*

His autem doctrinis positis, haud difficilè fuisset, statim & breviter prescribere, quænam agendi ratio in matrimonio esset tenenda. Quamvis enim eadem hìc difficultas possit occurrere, ut, si fideles à parochis legitimis conjungantur, intruso penitus omisso, eorum matrimonia omni juris civilis beneficio destituantur : tamen illæ eædem rationes quæ suprà explicatæ sunt, cum de baptismo ageretur, hìc etiam vim habent & vetant, ne fideles à parocho intruso in matrimonium conjungantur.

Verùm quia ab episcopis consulentibus propositus fuit unus vel alter modus civiles effectus matrimonio fidelium adjungendi, necesse fuit horum etiam peculiarem habere rationem. Modi autem propositi hujus modi sunt, ut catholicus vel veniam petat ab intruso matrimonium celebrandi coram sacerdote à se eligendo, vel ut eidem intruso aut magistratui civili matrimonium à se contractum declaret.

Adversus tamen eos modos iidem consulentes plures, & quidem graves afferunt difficultates. Aiunt enim incertum esse, an intrusus & civilis magistratus permissuri sint catholicos illis uti modis, incertumque etiam, num ex uno vel altero modo matrimonia fidelium civiles effectus acquirent.

Sed istis difficultatibus omissis, hæ quæ religionem tangunt graviores visæ sunt, ut iidem consutentes

animadvertebant, proindèque ob oculos consideratiùs habendæ. Si enim catholicus matrimonium à se contractum parocho intruso declaret, vel si matrimonium, ejusdem impetratâ veniâ, coram sacerdote catholico celebret, videri potest intrusus pro legitimo parocho à fidelibus probari; quod sanè fugiendum est.

Sin matrimonium à se jam contractum civili magistratui declaret, videtur catholicus suam fidem ejurare, atque ad heterodoxorum partes transire, ut eorum privilegio frui possit. Nam à catholicis dumtaxat edictum regium mensis novembris anni 1787 concessit, ut sua matrimonia civili magistratui si ipsi denunciarent, civilibus effectibus illa gauderent.

Ut igitur ad hæc omnia apta daretur norma in matrimonii celebratione servandâ, idem SANCTISSIMUS plures regulas ponendas hic jussit, quibus catholicorum matrimoniis firmitas assereretur, nulla iidem schismatis contagione polluerentur, & exteriorem quamcumque hæresis professionem devitarent.

1°. Igitur fideles in Galliis debent matrimonio conjungi à suo parocho legitimo vel alio sacerdote, de ejus vel ordinarii licentiâ: nam matrimonium aliter celebratum nullam vim haberet, ob celeberrimam Tridentini concilii legem de clandestinis matrimoniis, in illius regni parochiis jampridem promulgatam, & constantissimè observatam.

2°. Quoniam intrusus minimè est parochus legitimus, neque ullum habet titulum seu verum, seu coloratum, matrimonium coram eo contractum nullius certè roboris est : quâ etiam de causâ fideles abstinere debent, ne, parocho suo legitimo prætermisso, adeant intrusum.

3°. Caveant etiam fideles, qui matrimonio juncti fuerint à parocho legitimo, ne intruso se sistant, ut ab eo ritu quovis sacro & religioso rursus matrimonio conjungantur, vel ut ab eo petant veniam, quâ possint ab alio sacerdote matrimonii sacramento conjungi, & sacro ritu copulari : ne vel enim fiat, vetant omninò rationes jam explicatæ, cum de baptismo ageretur.

4°. Numquam etiam licebit fidelibus declarationem edere matrimonii jam contracti magistratui civili, si fortè adstringantur aliam iniquissimam sanè declarationem facere, se scilicet haud esse catholicos : quod ne accidat, vereri se dicunt episcopi consulentes eo in loco ubi de baptismo loquuntur.

5°. Sed ne fidelibus quidem permittendum, ut matrimonii jam celebrati declarationem coram civili magistratu faciant, si ob istam catholici pro acatholicis habeantur, tum quia edicti verba hæterodoxos tantùm expressè comprehendunt, tum quia publica hominum opinione pro hæterodoxis repu-

tantur omnes qui civili magiſtratui ſua matrimonia declarant.

6°. Denique idem SANCTISSIMUS ſuper hac recommendavit epiſcopis regulas traditas à BENEDICTO XIV. in conſtitutione *inter omnigenas* diei 2 februarii 1744. parag. 8, 9 & 10. Bullarii, ejuſdem pontificis *redditæ* diei 17 ſeptembris 1746, ad patrem Simonem à ſancto Joſepho carmelitam excalceatum miſſionarium in Belgio, jam editis in ſupplemento tom. 36. Bullarii ejuſdem pontificis N. 3, & relatis in ejus opere de ſynod. diœceſ. lib. III, cap. 7, N. III. Itemque regulas commendavit quas jampridem tradidit catholicis anglicanis PAULUS V. in litteris in formâ brevis datis tam X. Kal. octobris anni 1606, quàm X. Kal. ſeptembris anni 1607.

De funeribus, & ſepulturis tertio loco actum eſt, ex quibus etiam aliqua neceſſitas naſci videbatur intruſum adeundi, communicandique fortè cum eo in divinis.

Cum enim defunctorum corpora clam inhumare tam grave delictum ſit, ut omnes ejus participes ſeveris pœnis puniantur, omitti nullo modò poteſt ſecutæ mortis denunciatio, quâ ſemel facâ non poſſe aiunt intruſum impediri quominùs cadaver domo extrahat, ejüſque funus efficiat.

Regulam igitur quâ fideles, & maximè paſtores in hac re uti debent, hanc futuram eſſe preſcripſit idem SANCTISSIMUS : exequias ſcilicet defunctorum celebrandas eſſe à parochis legitimis (ſi ob præſentes catholicorum anguſtias aliter fieri non poſſit) in domibus privatis juxta eccleſiæ ritum. His verò expletis, tolerandum eſſe ut parochi intruſi cadavera à domo exportent, & ad eccleſiam etiam inhumanda deferant, ita tamen ut fideles catholici nec funus comitentur, nec ſacras preces recitent, alioſque ritus eccleſiæ cum illis ſocialiter agant.

Quæſtionum examiné perfecto, SANCTITAS SUA rationem etiam, uti par erat, haberi voluit cauſarum, ob quas iidem epiſcopi poſtulant ut à ſede apoſtolicâ amplioribus quam illa in eos ſolet, inſtruantur facultatibus quæ huic temporum acerbitati conveniant. Amplioribus enim inſtructi diſpenſandi facultatibus, faciliùs aiunt ſe poſſe obtinere, ne fideles ad epiſcopos intruſos confugiant, qui ad ſchiſma augendum, alliciendoſque catholicos, nullum ſervare ſolent modum in diſpenſationibus elargiendis.

Cognovit ſanè idem SANCTISSIMUS quàm æqua eſſet eorumdem Antiſtitum petitio. *Sicut enim* (aiente S. Leone M. in epiſtolâ ad ruſticum Narbonenſem) *quædam ſunt quæ nullâ poſſunt ratio-*

ne convelli (cujuſmodi eſt communicationis prohibitio cum intruſis in illis quæ ante poſita ſunt), *ita multa ſunt quæ pro neceſſitate temporum oporteat temperare* : atque hujuſmodi ſunt plures eccleſiaſticæ leges, à quibus diſpenſandi facultas petitur.

Facultates igitur etiam illis ampliores, quæ gallicanis epiſcopis concedi ſolent, ſingulis epiſcopis petentibus, libentiſſimè ſe daturum dixit idem SANCTISSIMUS, poſteaquam peculiares eorum preces perpenderit. Datum Romæ ex edibus Quirinalibus, hac die 26 ſeptembris 1791.

† J. Cardinalis DE ZELADA.

BENEDICTI PP. XIV,

Ad P. Paulum Simonem, *à S. Joſepho è Carmelitarum diſcalceatorum familiâ*

DILECTE FILI, SALUTEM ET APOSTOLICAM BENEDICTIONEM.

Reditae ſunt nobis per dilectum filium & primum adminiſtrum noſtrum ſilvium cardinalem Valenti veſtræ litteræ, quibus ſubortam inter vos de re ſanè gravi controverſiam exponitis, eamque judicio noſtro ſubjicitis. Non poſſumus equidem non magnoperè commendare propoſitum veſtrum quo ſedem apoſtolicam conſulendam cenſuiſtis, ejuſque definitionem poſtulandam, ut eam unanimi conſenſu amplectamini; quam ſi omnes, cum ſimiles emergunt quæſtiones, pari docilitate exquirerent & ſequerentur, non tanta ſuccreſceret in dies inter evangelicos Operarios opinionum varietas; non doloremus aliquandò per eorumdem intradendâ motum doctrina diverſas ſententias diſtrahi chriſ-

tianum Populum, eamque ſcindi mentium animorumque concordiam quam chriſtus dominus eccleſiæ ſuæ commendatam voluit uſque adeo, ut eâ præſertim quaſi teſſerâ ſuos diſcipulos cognoscendos prædixerit.

Expoſuiſtis itaque nobis, non raro iſtic contingere ut catholici matrimonium inter ſe contracturi civilem adeant magiſtratum aut Hæreticum miniſtellum, quibus ſe ſiſtere legibus patriæ coguntur, ut coram illis mutuum exprimant in conjugium conſenſum; quem tamen poſteà renovare coram legitimo miniſtro catholico & duobus teſtibus, uti tridentinum præcipit, aut omninò negligunt, aut in longum tempus differunt: interim verò perindè ac ſi legitimi conjuges jam forent, non dubitant conjugalem conſuetudinem inter ſe habere. Quæſiviſtis deindè quid de illo conſenſu ſentiendum ſit coram civili magiſtratu, aut Hæretico miniſtello præſtito; num ſcilicet ſatis fuerit ad perficiendum matrimonium validum, ſaltem in ratione contractûs quod alter in vobis affirmat, alter inficiatur, & ſi ad ſacramenti dignitatem non aſſurgat, quod nemo veſtrum in quæſtionem adducit: Si enim res ita ſe haberet, ut primus exiſtimat, ſubſequens inter conſentientes copula, etiam antè renovatum coram parocho catholico conſenſum?

ſum, omni flagitio vacaret, & ſuſcepta exindè proles abſque ullâ dubitatione eſſet legitima reputanda.

Jam verò, ut poſtulatis veſtris breviter ſimul & dilucidè reſpondeamus, unâque controverſiam omnem judicio noſtro præcidamus, ſic habete : Ubicumque promulgatum ſit receptum concilii tridentini decretum cap. 1. Seſſ. 24 de reform. matrim., ibi nulla prorſus atque in omni ratione irrita eſſe conjugia, aliter quàm coram alterutrius contrahentium legitimo parocho, aliove ſacerdote parochi vices agente & duobus teſtibus celebrata. Scimus profectò eſſe theologos qui in ipſo fidelium matrimonio contractum à ſacramento ita dividunt, ut illum omninò perfectum quandoque conſiſtere credant, quin ad ſacramenti excellenciam pertingat. Sed quidquid ſit de hac opinione quam nos quidem nunc in medio reliquimus, ea certè quod attinet ad rem præſentem, locum nullum ſibi vindicare poteſt apud eos qui Tridentinâ lege obſtringuntur : etenim qui præter formam à ſe præſcriptam matrimonium contrahere attentant, eorum Tridentina ſynodus non ſacramentum modò, ſed contractum ipſum irritum diſertè pronunciat ; atque, ut ejus verbis utamur ; eos ad ſic contrahendum omninò inhabiles reddit, & hujuſmodi contractus irritos eſſe decernit.

Quare cum inter catholicos, in iſtis provinciis degentes & promulgatum & receptum jam fuerit illud Tridentinum decretum, quod ambo fatemini, perſpicuum eſt, matrimonium ab ipſis invicem initum coram civili magiſtratu, aut catholico miniſtello, & non item coram proprio alterutrius contrahentium parocho & duobus teſtibus, neque in ratione ſacramenti, neque in ratione contractûs, ſuſtineriaut ullo pacto validum reputari poſſe. Neque verò rationes propter quas valida pronunciavimus matrimonia, quæ aut ab Hæreticis inter ſe, aut à catholicis cum Hæreticis, in his fœderatis provinciis contrahuntur, non ſervatâ formâ Tridentini, aptari queunt conjugiis inter ſe initis à catholicis quorum quilibet Tridentini decreto ſe obſtrictum agnoſcit, ejuſque ſe auctoritatem ſequi profitetur.

Sciant itaque catholici veſtræ curæ concrediti, cum civili magiſtratui, aut Hæretico miniſtello, matrimonii celebrandi causâ, ſe ſiſtant, actum ſe merè civilem exercere, quo ſuum ergâ leges & inſtituta principum obſequium oſtendunt. Cœterum tunc quidem nullum à ſe contrahi matrimonium ſciant, niſi coram miniſtro catholico & duobus teſtibus nuptias celebraverint, numquam ſe neque coram deo, neque coram eccleſiâ veros & legi-

timos conjuges fore ; nec, si interim conjugalem inter se consuetudinem habuerint, eam gravi culpâ carituram. Sciant denique, si qua ex hujusmodi conjunctione oriretur Soboles, eam utpotè, ex non legitimâ uxore natam, in oculis dei fore illegitimam, & nisi conjuges consensum ex ecclesiæ præcepto renovaverint ; illegitimam perpetuò futuram etiam in ecclesiæ foro.

Erit porrò officii vestri, hæc omnia, eum commoda se obtulerit occasio ; atque eâ quam rerum circumstanciæ vobis adhibendam suaserint, circumspectione & cautelâ, singulis explicare prolixiùs, simulque omnes commonere, ut, siquidem regionis consuetudinis & terreni principis sanctionibus obtemperare cogantur, faciant illi quidem, sed religione salvâ, potioresque ducant sanctissimas ecclesiæ leges, quibus fidelium matrimonia constringuntur.

EXTRAIT DE LA BULLE DE BENOIT XIV, *sur plusieurs points de discipline, pour régler la conduite des habitans de la Servie & des contrées voisines.*

Paragraphe 9 de cette bulle, qui est la 89 du tome 2 du Bullaire de ce pape.

ILLUD autem grave ac permolestum auribus nostris accidit, concilii Tridentini decreta de sacramento matrimonii ab aliquibus non observari in iis regionibus in quibus debitam eorum publicationem jam diù sequutam fuisse ipsius Albani concilii testimonio comprobatur. Itaque omnes illarum partium fideles suprà dictis decretis teneri declarantes, irrita omninò & nulla esse definimus prætensa matrimonia quæ coram solo turcarum judice, *Caddi* dicto, vel etiam absque isto, per solos sponsos, & non ad prædicti Tridentini concilii præscriptum contrahuntur. Quique hujusmodi nullas & clandestinas nuptias contraxerint, & post contractas convivunt, tanquam in illicito concubinatu versantes, nisi de

præterito pœnitentiam egerint, & juſto matrimonio in facie eccleſiæ jungantur, à ſacramentorum participatione arceri præcipimus.

Parag. 10. Matrimonio autem à fidelibus ritè contracto, eiſdem minimè permittimus, ne quidem ob cauſam uxorum à turcarum raptu ſervandarum, idem coram *caddi* per procuratores turcico ritu renovare: niſi tamen mahumetanus nuptiarum ritus ſit *merè civilis* & nullam Mahumetis invocationem, aut aliud quodcumque ſuperſtitionis genus includat. Etſi non enim per ſe ipſos, ſed per procuratores id peragant, nunquàm delicti illius inſontes haberi debent, quod ipſorum auctoritate vel mandato committitur.

Parag, 11. Quoad proclamationes verò à Tridentino concilio ſtatutas, licet in ſerviâ minimè uſu firmaræ aſſerantur; quum tamen in prælaudato concilio Albano parochis etiam ſerviæ præſcribantur, ademptâ diſpenſandi facultate extrà urgentis neceſſitatis occaſionem, nos idem omninò, quum fieri poterit abſervari præcipimus.

Parag. 12. Quod ſi alicujus fidelis uxor ad turcas confugiat, & cùm aliquo ex iſtis nefarias nuptias contrahere audeat, non licet viro, aliam uxorem in illius locum ducere, quum matrimonium, jure divino conjugibus ſuperſtitibus indiſſolubile per hu-

jusmodi mulieris facinus minimè dissolvatur. Undè qui in tali casu alteram ducit, mæchatur.

Extrait des décrets de Paul V.

ACCEPIMUS namque compelli vos, gravissimis pœnis propositis, templa hæreticorum adire, cœtibus eorum freqentare, concionibus illorum interesse. Profecto credimus procul dubio eos, qui tantâ constantiâ atrocissimas persecutiones, & infinitas propèmodum miserias hactenùs perpessi sunt, ut immaculaté ambularent in lege domini, numquam commissuros esse, ut coinquinentur communione desertorum divinæ legis. Nihilominùs zelo pastoralis officii nostri impulsi, & pro paternâ sollicitudine quâ pro salute animarum vestrarum assiduè laboramus, cogimur monere vos atque obtestari, ut nullo pacto ad templa hæreticorum accedatis, aut eorum conciones audiatis, vel cum ipsis in ritibus communicetis, ne dei iram incurratis. Non enim licet vobis hæc facere sine detrimento divini cultus, ac vestræ salutis.